



Éric Decouty

l'affaire Martin Kowal



**Enquête sur
un secret d'État**



Jeune inspecteur des Renseignements généraux le jour, Martin Kowal mène la nuit une vie dissolue dans les boîtes parisiennes, pour tromper sa solitude et son mal-être. Lorsque l'ambassadeur de Bolivie est assassiné en pleine rue le 11 mai 1976, il est propulsé contre toute attente à la tête du groupe chargé d'identifier les mystérieuses « Brigades internationales » qui ont revendiqué l'attentat. Le gouvernement, qui craint l'irruption en France du terrorisme d'extrême-gauche, attend des résultats rapides. Pourtant, l'enquête prend une direction opposée à celle de la piste officielle, vers une organisation d'anciens nazis et d'ex-membres de l'OAS. L'affaire entraîne Kowal au cœur d'une machination impliquant des haut gradés de la guerre d'Algérie, les dictateurs d'Amérique du Sud et les éminents responsables du pouvoir politique en France, tout en le confrontant au douloureux passé de sa famille.

Éric Decouty s'attaque à l'un des secrets les mieux gardés de la présidence de Valéry Giscard d'Estaing au terme d'un roman captivant.

ÉRIC DECOUTY a mené une carrière de journaliste spécialisé dans les affaires politico-financières. Depuis la parution de son premier roman, *Le Petit Soviet*, il se consacre à l'écriture. Avec *La Femme de pouvoir* et *L'Affaire Martin Kowal*, il explore les pages méconnues de l'histoire des années 1970.

Éric Decouty

L’Affaire Martin Kowal



Liana Levi

Avertissement

L’Affaire Martin Kowal est une fiction. Mais la liberté du romancier m’a permis d’introduire ce policier imaginaire des Renseignements généraux dans la réalité politique des années 1970. Au fil de son enquête sur l’assassinat jamais élucidé de l’ambassadeur de Bolivie, Kowal va tenter de mettre au jour les coulisses du pouvoir giscardien. Des manipulations et des compromissions qui sont, aujourd’hui encore, largement couvertes par le secret.

À ma mère

PREMIÈRE PARTIE

Un mort encombrant

Mai – août 1976

L'Épaigneul

Mai 1976

Comme chaque matin, Martin Kowal commence par avaler un grand verre d'eau. Il étire sa longue carcasse maigre, passe une main dans sa tignasse blonde, regarde l'heure sur sa montre et enfile rapidement un pantalon, une chemise blanche et une veste légère. Il a rendez-vous avec un informateur à deux pas de chez lui, au coin de la rue de l'École-Polytechnique et de la rue de la Montagne-Sainte-Genève. Maxime Pélissier pour l'état civil. Max pour les intimes. Robert pour les poulets. Depuis plusieurs années, Max est enregistré et rémunéré comme indic des Renseignements généraux. La veille au soir, il a appelé Martin en lui promettant un tuyau de première importance.

Martin retrouve Max au volant de sa Renault 5 bleue à l'heure dite et à l'endroit prévu. La trentaine, comme le flic, il a des cheveux gras et porte un tee-shirt noir avec une tête de mort. Sa bagnole empeste l'herbe et le tabac froid.

- T'as une sale gueule camarade, lui lance Martin.
- T'as pas vu la tienne, répond l'autre.
- Avance-moi vers Beauvau s'il te plaît, ça te laissera le temps de me faire la causette.

Fils d'un flic qui l'a élevé seul après la mort précoce de sa mère, dans la détestation des « Rouges » et l'amour de la littérature, Martin n'a jamais envisagé un autre métier que celui de son père. À la sortie de la fac de droit, au printemps 1968, il était entré comme stagiaire dans une unité spéciale de la préfecture de police de Paris. L'objectif: se fondre parmi les étudiants pour identifier les meneurs. C'est là que Martin avait fait la connaissance de Max Pélissier. Enfant d'ouvriers aux usines Peugeot de Sochaux, Max était un mélange explosif de rage et de complexe social, additionné d'une fébrilité d'homosexuel refoulé que Martin avait su cultiver, jusqu'à devenir le confident de son désespoir intime et de sa passion révolutionnaire.

Une fois les barricades de mai dispersées, Martin intégra l'École de police, puis, en 1972, la direction centrale des Renseignements généraux, où son père avait passé l'essentiel de sa carrière. De son côté, Max devint membre du Comité exécutif de la Gauche prolétarienne, une organisation maoïste. Mais leurs chemins ne se séparèrent pas pour autant. Effrayé par le désir de sang de la nouvelle génération de gauchos, il reprit contact avec Martin. C'est ainsi que Max, fils d'ouvriers franc-comtois en rupture avec les intellos apprentis terroristes, devint « Robert », indic des RG chez les Maos.

La R5 s'engage dans la rue des Carmes. Max ouvre la boîte à gants, attrape un sachet d'herbe sous une liasse de tracts. « Cadeau, dit-il. Ça vaut mieux que tes pilules pour gosses de riches... » Martin l'empoche sans un mot. Ces derniers mois, l'indic a posé son baluchon pas très loin, à la « Mouffe », dans les anciens locaux de la Maison pour tous, rue Mouffetard. Un nid de gauchistes, noirs et

rouges mélangés, beatniks en keffieh plus versés dans la logorrhée révolutionnaire que dans l'action violente.

– J'ai quelque chose pour toi sur l'assassinat du Bolivien, dit Max.

– Tiens donc, il y a trois jours tu me jurais savoir que dalle.

– Entre-temps j'ai laissé traîner mes oreilles pour être agréable à mon vieux pote. C'est pas tous les jours que l'inspecteur Kowal est mis sur une enquête de premier plan.

– Accouche.

– Il y a quelque temps, des mecs auraient créé un groupe pour se lancer dans la lutte armée. Des anciens de la GP, la Gauche prolétarienne, mais pas seulement. Paraît même que certains d'entre eux auraient suivi des stages de formation aux techniques paramilitaires avec des guérilleros en Amérique du Sud.

– Ça serait eux, les Brigades internationales qui ont revendiqué l'assassinat de l'ambassadeur de Bolivie ?

– C'est ce qu'on m'a laissé comprendre.

– Tu as des noms ?

– Juste un surnom. L'Épagueul, ça te dit quelque chose ?

Martin fait non de la tête.

– Il se serait plus ou moins fait dégager de la GP pour des histoires de coke, il y a deux ou trois ans. Il aurait vécu en Uruguay, et serait réapparu à Paris ces dernières semaines.

– Et je le trouve où, ton clébard ? demande le flic.

– Aucune idée. Mais tu as plus de chances de repérer sa trace chez les marchands de poudre que chez les vieux gauchos. Tu as toujours des relations dans la farine ?

Martin ne relève pas.

- C'est qui ta source ?
- Un pote de la Mouffe. Mais je ne veux pas que tu l'emmerdes, c'est quelqu'un qui m'est cher, si tu vois ce que je veux dire.

La R5 remonte l'avenue de Marigny et s'arrête place Beauvau, devant l'entrée principale du ministère. Un planton s'approche pour leur ordonner de circuler. Martin lui montre sa carte tricolore et promet qu'ils n'en ont que pour quelques minutes.

- Max, tu crois vraiment que ces détraqués sont capables de monter un coup aussi bien préparé que le meurtre du Bolivien ? De buter un type en pleine rue, au milieu des passants, et de repartir tranquillement en métro, comme des vrais pros ?

- La situation est en train de nous échapper, Martin. Les vieux Maos comme moi sont sortis du jeu et l'odeur du sang a complètement vrillé les méninges des nouveaux. Dans six mois la France ce sera l'Italie.

- C'est ce qu'ils disent ici, murmure Martin en montrant le ministère de l'Intérieur.

Rue des Saussaies

Martin entre dans le grand bâtiment haussmannien du 11 rue des Saussaies et gravit l'escalier sur la gauche. La Direction centrale des Renseignements généraux. La Centrale. Troisième étage. Il pousse une porte en bois moulurée. La «Section des mouvements révolutionnaires» : une enfilade de pièces, de bureaux aux murs jaunis, couverts d'affiches défraîchies. Un bric-à-brac de tables, de chaises et de fauteuils, d'armoires et de cartons, de téléphones et de postes de radio, de piles de vieux journaux, de tasses de café. Quelques flics au milieu. L'odeur rance du tabac froid prend à la gorge.

Il se dirige vers le dernier bureau, celui «des Maos et des anars». Serge Onesta et Jacques Chouchayan sont assis en vis-à-vis derrière de petites tables de travail cernées d'étagères en métal couvertes de paperasse. Voici plus d'un an qu'ils font équipe. Une unité restreinte, en marge de la puissante Brigade opérationnelle centrale des RG, la «BOC». Considérée comme le gratin de la police secrète, la BOC est dirigée par le commissaire Jacques Hastricht, légende vivante de la Maison, en charge de toutes les affaires sensibles depuis bientôt vingt ans.

Martin raconte à ses coéquipiers la conversation avec Max. Chouchayan, mal surnommé Chouchou, fronce ses gros sourcils noirs. D'origine arménienne, il porte la

cinquantaine bedonnante, peau mate et cheveux de jais, sans le moindre fil blanc. Onesta, une dizaine d'années de plus que Martin, mâchoire carrée et coiffure en brosse, digère les informations en silence.

– L'Épagneul, ça vous dit quelque chose ?

– Non, mais on va regarder, répond Onesta. Ça nous fait un peu de grain à moudre. Le taulier est passé aux aurores pour nous rappeler que le dossier est prioritaire... Ordre venu d'en haut, si j'ai bien compris.

– Qu'ils aillent se faire foutre, réagit Chouchayan.

L'Arménien a toujours eu des relations difficiles avec la hiérarchie. Il sort une chemise cartonnée qu'il tend à Martin : « J'ai mis en forme tout ce qu'on a ramassé depuis qu'ils ont liquidé le gugusse. Trois fois rien. Il faut espérer que ton Épagneul soit une bonne piste. » Il ajoute, l'air réprobateur : « T'as pas bonne mine, tu devrais penser à dormir un peu. »

Martin saisit le dossier. « Assassinat Zenteno Anaya/Synthèse », écrit au feutre noir. Une mince liasse de papiers. La première note est datée du 11 mai 1976. Un « blanc », comme l'appellent les RG, une fiche de renseignement sans auteur :

« Vers 12 h 45, Joaquín Zenteno Anaya sort du 12, avenue du Président-Kennedy, siège de l'ambassade de Bolivie en France. Alors qu'il se dirige vers sa BMW bleu métallique garée sous la passerelle de Passy, un homme surgit et l'abat à bout portant de trois coups de 7.65.

Joaquín Zenteno Anaya était ambassadeur depuis octobre 1973. Il avait été auparavant ministre des Affaires étrangères et général en chef de l'armée bolivienne. Le 10 octobre 1967, il figurait sur la célèbre photo du cadavre du Che Guevara, et aurait été le donneur d'ordre de son exécution. »

Chouchayan a agrafé l'image de Guevara publiée dans la presse, torse nu, les yeux ouverts, allongé sur un brancard. Le visage hilare de Zenteno Anaya a été cerclé au feutre rouge. Martin se demande si le fantôme du Che est revenu des ténèbres pour demander des comptes à ses assassins. Il poursuit sa lecture :

« Francophile, Zenteno Anaya a effectué une partie de ses études en France, à l'École d'application du train à Tours. Les témoins, tous des passants, ont fait une description floue du meurtrier de l'ambassadeur : très grand, veste militaire kaki, béret, lunettes noires et barbe lui mangeant le visage. Six d'entre eux ont vu l'assassin monter l'escalier de la passerelle avec un autre homme, jusqu'à la rue de l'Alboni pour prendre le métro. L'un des témoins a raconté que le tueur aurait été un instant ralenti par le corps de l'ambassadeur, qui se serait effondré sur lui. Il souligne cependant qu'il s'est enfui sans courir, étonnamment calme. »

Sur une autre note, Martin parcourt une retranscription radiophonique datée du même jour :

« Journal d'Europe 1, édition spéciale de Philippe Bouvard, 14 heures.

“Des terroristes viennent de laisser une empreinte sanglante dans les rues de la capitale. Ce matin, en plein Paris, l'ambassadeur de Bolivie en France, le général Joaquín Zenteno Anaya, a été tué alors qu'il sortait de l'ambassade. Les tueurs l'ont abattu de plusieurs balles tirées à bout portant. Lors d'un appel téléphonique passé à Europe numéro 1 il y a quelques minutes, ce lâche attentat a été revendiqué par un groupe terroriste qui dit s'appeler les Brigades internationales Che Guevara. Cette mystérieuse organisation n'avait pas fait parler d'elle jusqu'à aujourd'hui. Nous devons indiquer à nos auditeurs que l'auteur de cet

appel parlait un français sans accent, et qu'il s'est limité à cette brève déclaration, refusant de répondre à la moindre question. Le coup de fil a été enregistré et sera bien évidemment remis à la Brigade criminelle chargée de l'enquête." »

Sur la page suivante figure la déclaration *in extenso* du terroriste à Europe 1. Deux pages lues sans interruption : « Nous, Brigades internationales Che Guevara, organisation anti-impérialiste, clandestine et politico-militaire, avons procédé ce matin à Paris à l'exécution d'un représentant éminent de la dictature bolivienne. » Le communiqué précise que le général Zenteno Anaya est responsable du meurtre d'Ernesto Che Guevara, et qu'il a soutenu la décision du gouvernement bolivien de ne pas extraditer Klaus Barbie, le boucher de Lyon et l'assassin de Jean Moulin. « Cette action armée symbolique et efficace démontre qu'il est possible de rompre avec les pratiques pacifiques et masochistes de la gauche française. Il y a la gauche qui pleure ses martyrs et celle qui venge ses combattants. »

Chouchayan a également compilé documents et articles de presse sur les actions terroristes menées en 1974 et 1975 sur le sol français, revendiquées par des Brigades internationales reprenant les noms d'autres figures révolutionnaires disparues. À l'époque, toutes les enquêtes avaient fait chou blanc.

Martin interrompt sa lecture. Il connaît la suite indigente de la synthèse : depuis la mort du Bolivien, pas une information crédible n'est remontée des groupuscules d'extrême-gauche. Il en conçoit de la frustration, et un sentiment d'échec douloureusement familier. Lui reviennent des images triomphantes de son père, souvenirs réels ou fantasmés. Martin chasse son fantôme d'un mouvement d'épaule pour s'amarrer au réel.

L'affaire du Bolivien sera peut-être l'occasion de prendre une revanche sur tous ceux qui l'ont laissé croupir des années aux archives à cause de son père. Une revanche sur Hastricht, qui s'était opposé à son intégration dans la BOC. Martin est convaincu que l'assassinat de l'ambassadeur annonce une ère nouvelle. Quelques mois plus tôt, il s'est même fendu d'une note à sa hiérarchie pour expliquer « le risque imminent » d'un déferlement d'actions violentes. « Si l'origine peut être étrangère, écrivait-il, ce serait une erreur de sous-estimer la détermination des nombreux groupes qui existent sur le territoire, et pas uniquement à Paris, qui revendiquent la lutte armée, autrement dit le meurtre. La menace est d'autant plus sérieuse que la porosité s'est accentuée entre les cellules radicales françaises et des organisations terroristes structurées comme il en existe en Espagne, en Italie et en Allemagne. » Il pointait également en termes plus ou moins diplomatiques l'inadaptation des RG face à cette réalité nouvelle.

Sa note était un réquisitoire à peine voilé contre la police secrète, dont il connaissait par son père le passé corrompu. Elle était d'abord restée sans réponse. Mais en janvier 1975, Martin avait été tiré des archives pour prendre la tête de ce petit service d'enquête sur les Maos et les anars, au sein de la « Section des mouvements révolutionnaires ». « Il paraît que vous avez des idées pour que nous soyons plus efficaces, vous allez pouvoir le prouver », lui avait lancé son chef, entre sincérité et ironie.

Le meurtre de Zenteno Anaya était une aubaine, l'occasion qu'il attendait. L'occasion de devenir enfin flic. Désormais, sa mission est claire : répondre à l'impatience des patrons et du pouvoir, puisqu'ils ont fait du

meurtre du Bolivien une priorité. Remonter la piste des gauchistes. S'accrocher au tuyau de Max.

Il se remémore les bribes d'informations de son indic. Un groupe inspiré des guérilleros sud-américains, des mecs passés par le Chili et l'Uruguay, et un type avec un surnom de clébard, viré par les Maos pour des histoires de dope.

Chouchayan semble lire dans ses pensées :

– La coke et l'Amérique du Sud, il y a peut-être un truc à tirer de ce côté-là. Je vais passer voir mon pote Gilenko. Il bosse depuis six mois à l'Office central contre les stupéfiants, après un long bail à la tête des stups de la PP, ça lui dira peut-être quelque chose.

– Qui ne tente rien n'a rien... De mon côté, je vais aller sonder quelques anciens Maos, dit Onesta. Ah, Martin, j'avais complètement oublié, Chauvigny de la Crim t'a appelé. Il voudrait que tu le contactes, j'ai l'impression qu'ils sont aussi largués que nous... Paraît que vous étiez dans la même promo ?

– Je ne l'ai pas vu depuis des années. Je vais le rappeler.

Martin tire un petit répertoire de la poche intérieure de sa veste, compose le numéro de la Brigade criminelle. Une secrétaire lui passe le commissaire Chauvigny. L'échange est bref, juste le temps de caler un rendez-vous.

Il raccroche, feuillette à nouveau son calepin, s'arrête à une autre page et fait tourner sept chiffres sur le cadran du téléphone. Répondeur.

– Fred c'est Martin. Il faut que je te parle... samedi soir à la Main bleue.

Il repose le combiné. En face de lui, Chouchayan l'observe d'un air préoccupé.

– Tu veux que je t'accompagne ?

– Merci Chouchou, ça ira.



ÉDITIONS LIANA LEVI

1, Place Paul-Painlevé, Paris 5^e

Retrouvez l'intégralité de notre catalogue
et inscrivez-vous à la newsletter sur le site
www.lianalevi.fr

© Éditions Liana Levi, 2023

Couverture : D. Hoch

Photo : urbazon/GettyImages

Cette édition électronique du livre *L'Affaire Martin Kowal* d'Éric Decouty
a été réalisée en septembre 2023 par Atlant'Communication.

Elle repose sur l'édition papier du même ouvrage

(ISBN : 979-10-349-0823-3)

ISBN ePDF : 979-10-349-0825-7